



CAMPAGNE CONTRE LES ROBOTS TUEURS

COMMUNIQUE DE PRESSE

Les fragiles discussions diplomatiques sur les robots tueurs avancent au ralenti

Maintenir la pression sur les Etats est crucial pour qu'ils conservent un contrôle humain sur l'usage de la force

(Genève, le 26 novembre 2018) Reflétant la fragilité actuelle du multilatéralisme, les États ont convenu de poursuivre leurs pourparlers diplomatiques sur les systèmes d'armes létales autonomes (SALA, aussi appelés « robots tueurs ») l'année prochaine, mais sans objectif clair et avec encore moins de temps à y consacrer. Le piètre résultat de la réunion annuelle de la Convention sur les armes classiques (CCAC), qui s'est achevée vendredi à 23h55, démontre la faiblesse du processus décisionnel de ce forum, permettant à un seul État ou à un petit groupe d'États de contrecarrer des mesures plus ambitieuses souhaitées par une majorité d'États.

Les robots tueurs sont des systèmes d'armes qui sélectionneraient et attaqueraient des cibles sans contrôle humain significatif. « Nous sommes consternés que les États ne soient pas parvenus à s'entendre sur un mandat plus ambitieux visant à négocier un traité ayant pour but d'empêcher le développement d'armes entièrement autonomes », a déclaré Mary Wareham de Human Rights Watch, coordinatrice de la Campagne contre les robots tueurs. « Ce faible résultat souligne le besoin urgent d'un leadership politique audacieux et d'envisager une alternative permettant la création d'un nouveau traité visant à interdire ces systèmes d'armes, qui pourraient choisir et attaquer des cibles sans contrôle humain significatif. La sécurité du monde et l'avenir de l'humanité dépendent de l'interdiction préventive des robots tueurs. »

La Campagne contre les robots tueurs exhorte tous les États à répondre à l'appel du Secrétaire général de l'ONU et à interdire ces armes, qu'il a jugées « politiquement inacceptables et moralement répugnantes ».

Depuis la première réunion de la CCAC sur les robots tueurs en 2014, la plupart des États participants sont venus à la conclusion que le droit international humanitaire et le droit international relatif aux droits humains devraient être renforcés pour prévenir le développement, la production et l'utilisation d'armes entièrement autonomes. Cela comprend 28 États qui cherchent à interdire les armes entièrement autonomes. Le Salvador et le Maroc ont ajouté leur nom la semaine dernière à la liste des pays qui sont pour une interdiction. L'Autriche, le Brésil et le Chili ont formellement proposé la négociation urgente d'un « instrument juridiquement contraignant pour assurer un contrôle humain significatif sur les fonctions critiques » des systèmes d'armement.

Aucun des 88 États participant à la réunion de la CCAC ne s'est opposé à la poursuite des discussions officielles sur les systèmes d'armes létales autonomes. Cependant, la Russie a réussi, à elle seule, à réduire la durée prévue de la discussion entre Etats sur les robots tueurs en 2019 de dix jours à sept petits jours. C'est moins que le strict minimum de temps nécessaire pour que la CCAC reste crédible pour relever ce défi.

La Russie, ainsi qu'Israël, l'Australie, la Corée du Sud et les États-Unis ont indiqué qu'ils ne peuvent appuyer la négociation d'un nouveau traité par le biais de la CCAC ou de tout autre processus.

L'inquiétude de l'opinion publique grandit chaque jour un peu plus face à la perspective de systèmes d'armement qui, une fois activés, sélectionneraient et attaqueraient des cibles sans autre intervention humaine. Pour la Campagne contre les robots tueurs, le fait que les pourparlers de la CCAC sur les robots tueurs auront lieu l'année prochaine ne garantit pas un résultat significatif.

« Il semble de plus en plus probable que les États préoccupés par le sujet envisageront d'autres voies pour créer un nouveau traité international interdisant les armes totalement autonomes », a déclaré Mme Wareham. « La Campagne contre les robots tueurs est prête à travailler pour garantir la négociation un nouveau traité par tous les moyens possibles. »

L'incapacité passée de la CCAC à endiguer les souffrances humaines causées par les mines terrestres antipersonnel et les armes à sous-munitions a donné lieu à un processus diplomatique externe qui a abouti à des traités d'interdiction qui sauvent des vies. L'inaptitude des États dotés d'armes nucléaires à désarmer a conduit les États à créer le Traité de 2017 sur l'interdiction des armes nucléaires par le biais de l'Assemblée générale des Nations Unies. Ces traités sont tous le fruit de véritables partenariats entre des États aux vues similaires, des agences des Nations Unies, le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) et l'implication de coalitions d'organisations non gouvernementales.

Lors de la réunion de la CCAC, M. Ljupco Jivan Gjorgjinski, de l'ex-République yougoslave de Macédoine, a été nommé pour présider les délibérations de la CCAC l'an prochain sur les systèmes d'armes létales autonomes, qui seront réparties en deux réunions : 25-29 mars et 20-21 août. La réunion annuelle de la CCAC, au cours de laquelle seront prises des décisions concernant les travaux futurs sur les armes autonomes, se tiendra du 13 au 15 novembre.

La Campagne contre les robots tueurs est une coalition en pleine expansion de 87 organisations non gouvernementales dans 49 pays qui s'efforcent de faire interdire les armes entièrement autonomes de manière préventive. Plus de 40 militants ont participé à la réunion de la CCAC en provenance de pays tels que l'Afrique du Sud, l'Allemagne, le Canada, le Cameroun, le Chili, la Colombie, l'Égypte, l'Espagne, les États-Unis, la Finlande, la France, l'Irlande, le Kazakhstan, les Pays-Bas, le Pakistan, le Royaume-Uni, la Russie, la Suisse. Cette semaine, la Campagne contre les robots tueurs lancera un nouveau site Web avec plus de contenus visuels et de documents traduits.

« Au cours de l'année à venir, nos militants dans le monde entier intensifieront leurs efforts aux niveaux national et régional », a déclaré Mary Wareham. « Nous encourageons tous ceux qui s'inquiètent du développement des robots tueurs à exprimer leur volonté de voir leur gouvernement soutenir l'interdiction des armes entièrement autonomes et s'efforcer de l'obtenir sans délai. Ce n'est qu'avec le soutien du public que le mouvement pour l'interdiction de ces armes l'emportera. »

Pour plus d'informations, veuillez contacter :

- Clare Conboy, Consultante médias au Tel./WhatsApp. +44 (7507) 415-987 et media@stopkillerrobots.org
- Mary Wareham, Coordinatrice de la Campagne au Tel./WhatsApp. +1 (646) 203-8292 et wareham@hrw.org

Pour en savoir plus :

Site internet : www.stopkillerrobots.org

Twitter: @BanKillerRobots

Facebook: @stopkillerrobots

Instagram: stopkillerrobots